



COUPE NATIONALE DES ELEVES CITOYENS 2017

Thème « la démocratie en question(s) »

Exemple de copie classe de 4^{ème} et classe de T^{ale}

«La démocratie en question(s)»

Comment est née la Démocratie?

Quelles sont ses principales caractéristiques?

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis pour défendre le principe de la Démocratie.

Vous avez déjà tous entendu parler d'elle, mais savez-vous vraiment ce qu'elle signifie?

Par définition, la démocratie est un régime politique dans lequel le pouvoir est exercé par les citoyens. Ce mot vient du grec *Dêmos* qui signifie le peuple et de *Kratos* qui désigne le pouvoir, l'autorité.

A travers les époques et les endroits, la démocratie a revêtu différentes formes, ce qui doit nous amener à réfléchir sur l'évolution de ce système politique au cours des siècles ainsi que sur les difficultés rencontrées. Comment la démocratie évolue-t-elle au cours des siècles face aux difficultés rencontrées?

Après avoir évoqué l'historique de la démocratie à travers des «Révolutions», nous parlerons des «démocraties» entre fondements et difficultés. Abraham Lincoln peut ainsi dire: «*La démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.*»

I. Chronologie d'une démocratie à travers des «Révolutions»

A. La naissance de la démocratie dans l'Antiquité

Nous savons que les premières démocraties sont apparues en Grèce il y a plus de 2000 ans. A cette époque, Athènes était dirigée par un petit nombre de riches familles. Au VI^{ème} siècle avant J.-C., Pisistrate et ses fils s'emparent du pouvoir par la force pour exercer une tyrannie. En 508 avant J.-C., Clisthène fait adopter des réformes qui donnent un nouveau gouvernement à la cité. C'est le début de la démocratie à Athènes mais elle n'a pas duré longtemps. Les réformes de Clisthène puis celle de Périclès fixent une nouvelle assemblée politique. «*Notre constitution est appelée démocratie parce que le pouvoir est entre nos mains non d'une minorité mais du peuple tout entier.*» (Thucydide, IV^{ème} siècle). Par la suite, des pays ont été dirigés par des rois et des chefs tout puissants.

B. La démocratie sous l'époque contemporaine

Depuis 1789, les révolutionnaires français se sont battus pour nos droits, nos libertés et notre démocratie. Au XIX^{ème} siècle les régimes politiques instaurés sont instables.

Avant la Révolution, le régime politique en France est une monarchie. C'est la Révolution française qui instaure le statut de citoyen. Le nouveau régime est une République. Or la Première République contient des failles. Le 9 novembre 1799, Napoléon prend le pouvoir par un coup d'état et effectue beaucoup de changements en France. A la fin de son régime, la République se construit progressivement entre 1815 et 1870 malgré quelques essais de Restauration., au XIX^{ème} siècle les régimes politiques instaurés sont instables.

En 1945 les femmes obtiennent le droit de vote dans quelques pays seulement. Cela est écrit en 1948 dans la Constitution de la V^{ème} République. «*Le peuple, soumis aux lois, doit en être l'auteur.*» J.J.Rousseau.

II. Les fondements de la démocratie en France aujourd'hui

A. Des démocraties multiples

Nous savons que selon les pays et les époques la démocratie connaît différentes formes. Aux origines on parlait de démocratie directe. La plupart des pays sont toujours en démocratie directe, d'autres connaissent une démocratie indirecte comme les Etats-Unis.

Dans une démocratie directe, le peuple exerce directement le pouvoir politique. On l'utilise alors dans certaines institutions afin que le peuple soit davantage impliqué dans les décisions politiques.

Cependant, il existe aussi la démocratie indirecte qui est un système démocratique dans lequel les citoyens élisent des représentants chargés d'établir en leur nom des lois et de les exécuter. Nous pouvons nous interroger sur la différence entre les deux. Dans une démocratie indirecte le peuple détient une souveraineté de principe, il exerce ses pouvoirs de manière épisodique. Le peuple choisit des représentants indirectement. Ceux-ci doivent défendre et appliquer les programmes sur la base desquels ils ont été élus. Cette forme de démocratie est la plus répandue dans le monde.

De plus, dans la démocratie représentative, le peuple élit un groupe de personnes chargées de représenter leurs idées et leurs volontés. Ces représentants votent des lois et peuvent contrôler le gouvernement. La démocratie représentative peut aussi être appelée démocratie délégative. Le point négatif de cette démocratie est qu'elle retire au peuple son pouvoir.

La démocratie semi-directe est un mélange entre la démocratie directe et la démocratie représentative, elle peut aussi être appelée démocratie semi-représentative. Dans les pays où la population est dense, la démocratie semi-directe leur permet de s'exprimer, ce qui est le cas en France.

3. Des fondements aux limites de la démocratie.

La démocratie n'est peut-être pas parfaite ; nous pensons que les fondements et les valeurs de la démocratie font d'elle une meilleure solution pour notre société. Une des valeurs les plus importantes de la démocratie est la Liberté : la liberté ne signifie pas faire ce que l'on veut; tout le monde doit respecter les lois. Il n'y a pas de meilleur que régime démocratique car la loi y est la même pour tous et seule la démocratie instaure et garantit les libertés individuelles. La vie démocratique suppose aussi un état de droit.

Un des fondements de la démocratie consiste à séparer les trois pouvoirs « exécutif, législatif, judiciaire » qui ne sont pas exercés par la même personne, mais par des personnes différentes on parle de la séparation des pouvoirs. La justice est un des fondements de la démocratie, c'est le troisième pouvoir de cette valeur. Le mot justice est synonyme de droiture, équité, impartialité et intégrité... C'est une institution au service de tous qui fonctionne avec des personnes (magistrats, juges...) dans des lieux particuliers (tribunaux,...) en respectant des règles pour tous.

Maintenant parlons du droit de vote, un des éléments fondamentaux de la démocratie. Le droit de vote est un droit accordé à tout citoyen français âgé d'au moins 18 ans afin que chacun puisse participer aux élections de ses représentants. Pendant longtemps seuls les hommes détenaient ce droit. Voici après cette courte pause le droit de vote, le vote est un droit, mais aussi un devoir.

N'oublions pas que la démocratie est une valeur et que comme chaque valeur elle a des limites souvent formées par des lois. Dans toute société, la loi est une règle établie par l'autorité souveraine. Elle est sanctionnée par la force publique si on ne la respecte pas. L'article 1 de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** (26 août 1789) affirme que « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit* ». L'article 4 de la même déclaration affirme « *La liberté consiste à pouvoir faire tous ce qui ne nuit pas à autrui* ». Ce qui veut dire que notre liberté s'arrête là où commence celle des autres.

En 2015, les libertés individuelles ont été menacées, par exemple après les attentats contre le journal Charlie Hebdo. En 2016, les libertés individuelles sont aussi bafouées comme les droits des femmes en Afghanistan qui restent limités, les menaces et mises à exécution d'attentats terroristes comme en Belgique. En France, la démocratie est aussi remise en question avec l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer la loi travail, sans passer par le vote du Parlement.

CONCLUSION :

Mesdames et Messieurs, nous avons été réunis pour parler de la démocratie. Nous avons abouti à une conclusion: les principes, les fondements, les valeurs, les difficultés et les « révolutions », ont fait de la démocratie un régime meilleur et ils contribuent à la liberté de chacun.

Classe de TES

Thème : La démocratie en question

Niveau terminale : Quelle démocratie pour demain ?

Enseignant de droit et d'économie français, Etienne Chouard propose une révision totale de la façon d'envisager le système démocratique. Il propose en effet d'instaurer, pour désigner les élus, un tirage au sort, selon le modèle antique athénien. Cela reviendrait à pousser les dirigeants à exercer correctement les pouvoirs qui leur sont conférés, puisque la politique deviendrait une représentation réellement populaire, et non plus l'objet d'une carrière et d'une ambition personnelles. La démocratie, c'est, d'après Lincoln « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Etymologiquement, démocratie désigne en grec ancien « peuple » (demos) et « pouvoir » (kratos). L'institution étatique semble donc devoir être dirigée par le peuple. Pourtant, la démocratie et l'exercice du pouvoir ne sont-ils pas devenus la propriété d'une petite portion de la population, qui influence ainsi la conscience collective ? Pour le sociologue Pierre Bourdieu en 1999, « l'Etat, c'est l'instance chargée d'élaborer et d'imposer la conscience et la volonté collective ». Il semble alors nécessaire de changer la démocratie, qui, encore aujourd'hui, est en perte de crédibilité. Construisons un avenir, proposons des solutions à cette crise démocratique. L'avenir, c'est le présent des générations futures. Il s'agit alors de construire un projet sur le long terme, crédible et soutenable. Quel avenir alors pour la démocratie ? Quelle démocratie pour demain ? Nous ferons d'abord un constat sur la crise démocratique que nous traversons actuellement, pour ensuite tenter d'imaginer une démocratie parfaite, une utopie. En dernier lieu, nous essayerons de proposer des solutions concrètes pour réorganiser notre démocratie.

I/ Le constat : la démocratie aujourd'hui traverse une crise

Le premier indice des difficultés actuelles à faire vivre la démocratie tient aux taux d'abstention. A titre d'exemple, durant les élections françaises de 2002 au premier tour, 28,4 % des Français se sont abstenus d'aller voter et au second tour 20,3 %. Un électeur sur deux n'est pas allé voter en 2014, pour le premier tour des élections régionales. Durant le Brexit le taux d'abstention s'est élevé à 29,2 %. Quant à la participation au scrutin présidentiel américain de 2016, elle s'est élevée à seulement environ 54%. Ces données ne sont-elles pas révélatrices de l'individualisme de plus en plus grandissant dans notre société ? Le citoyen semble ne plus vraiment être intéressé par la vie politique, abandonnant ainsi son statut clé d'électeur. Ce constat peut rejoindre l'analyse de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* qui, dès 1835, faisait déjà l'analyse de la dangerosité d'un tel désintérêt du peuple pour ses dirigeants. Une expansion du poids de l'Etat dans la vie du peuple serait inévitable, le désintérêt des citoyens laissant le champ libre pour tous ceux qui décideraient de gérer les affaires publiques à la place du peuple, et la démocratie s'éteindrait à petit feu afin de laisser place à un despotisme inédit. Cependant ce désintérêt général ne peut pas être seulement reproché à notre société actuelle car cette situation n'est pas nouvelle. Déjà au 5ème siècle avant JC à Athènes, lors de l'avènement de la démocratie Périclès a dû faire face à l'apathie de ses concitoyens. Reste que la démocratie peut difficilement survivre à une telle désaffection du peuple qui en est le souverain.

Et pourtant, les émissions politiques sont nombreuses, n'y a-t-il pas là un paradoxe ? Certes, mais peut-être que « trop d'informations tue l'information » : cette phrase peut résumer le système médiatique

de nos jours. L'information nous permet d'être tenu au courant des événements qui ont lieu via les médias, c'est-à-dire la presse, la télévision, la radio et internet. Mais grâce aux progrès qui nous permettent d'accéder toujours plus rapidement aux informations, cela peut susciter une certaine confusion. Il se peut que les individus se sentent perdus dans ce flot ininterrompu d'informations, à l'image des chaînes d'informations comme LCI ou BFM qui diffusent en continu. De plus, les informations prennent une importance différente selon la manière dont elles sont racontées. On peut parfois avoir le sentiment que les médias n'informent plus pour informer mais pour faire le buzz et ainsi récolter le plus d'audiences. Et à d'autres moments, paradoxalement, il se peut également que nous soyons en manque d'informations et que l'on nous cache certains scandales. Prenons l'exemple de l'affaire dite du « Rainbow Warrior » en 1985. Cette affaire désigne l'explosion qui a eu lieu sur un bateau de Greenpeace, les militants protestant contre les essais nucléaires de la France près de la Nouvelle-Zélande. Le gouvernement français a donc ordonné la destruction du bateau par des espions, mais a tenté d'étouffer les faits. On peut enfin remettre en question l'idée que les sondages seraient un outil au service de la démocratie. En effet, ne sont-ils pas trop nombreux et finalement peu fiables, comme l'a montré la récente élection américaine de Donald Trump ? Que dire de cette « majorité silencieuse » qu'on découvre le jour de l'élection ? Qui est vraiment à même d'interpréter son message ? Au final, nous sommes face à deux problèmes : les médias sont-ils vraiment en mesure de relayer ce que pensent les citoyens ? Et les médias sont-ils capables d'influencer les électeurs à leur insu ?

Enfin, l'un des derniers symptômes inquiétants de nos démocraties modernes est l'accroissement des inégalités. Le taux de pauvreté en France ne cesse d'augmenter, les écarts entre les riches et les pauvres se sont accrus. Cela provoque également l'augmentation des inégalités culturelles, car les plus démunis ont moins de facilités à avoir accès aux multiples lieux culturels comme les musées ou les opéras. Ainsi ces personnes ont-elles tendance à rester dans des cercles avec des gens issus du même milieu qu'elles. Faute de moyens, ils n'ont pas les codes nécessaires à la compréhension d'un monde toujours plus complexe. A titre d'exemple, ils n'ont pas l'opportunité d'avoir un abonnement pour un journal tel que Le Monde ou des magazines sur l'économie, la politique, l'art. Ils sont alors, par voie de conséquence, exclus des délibérations collectives, sans parler des lieux de pouvoir. Ne deviennent-ils pas alors des citoyens fantômes ? Ne rien faire pour endiguer ces inégalités sociales, n'est-ce pas ruiner l'idée même de démocratie ?

Au terme de cette première partie, nous aurions donc des raisons d'être pessimistes quant à l'avenir des démocraties. Pourtant, il n'y a nulle fatalité dans l'histoire des hommes : ils sont les auteurs et les acteurs de leur propre destin. C'est pourquoi nous voulons imaginer ce que pourrait être la démocratie idéale, qui peut-être n'existera jamais, mais qui nous donnera au moins un horizon pour notre action dans le monde.

II – L'utopie : que serait la démocratie idéale ?

On l'a dit, ce qui caractérise la démocratie, c'est la souveraineté du peuple. On pourrait alors penser que la démocratie est avant tout un régime où on écoute le peuple. Encore faut-il pour cela que les citoyens aient envie de participer de façon constructive à la prise des décisions politiques. Le premier axe est donc selon nous de favoriser tout ce qui peut faire que chacun se sente pleinement concerné. Dans la société idéale, chacun devrait prendre part à la vie politique de la cité en s'impliquant dans la prise de décisions collectives, tel que le citoyen athénien qui se rendait à l'ecclésiastion et donnait chaque jour de son temps à la vie démocratique de sa cité. Rousseau affirmait dans le *Contrat Social* : « Sitôt que quelqu'un dit des affaires de l'État « Que m'importe ? » on doit compter que l'État est perdu ». Les hommes doivent se rappeler le véritable sens du mot politique qui vient de « polis », la Cité. La politique, c'est se demander comment vivre

ensemble. Dans la démocratie, la politique ne doit plus être perçue comme quelque chose que l'on subit ou que l'on regarde de loin tel un spectacle qui ne nous concerne pas, mais elle est une activité dans laquelle tous s'investissent.

Encore faut-il pour cela que les citoyens soient éclairés, pour être à même de décider en connaissance de cause, sans être influencés à leur insu. On l'a vu dans la première partie, certaines tentatives de manipulation du peuple existent et ont existé. De ce point de vue, le meilleur rempart contre cela reste l'instruction. Ce n'est pas nouveau, Platon l'a déjà établi au livre VII de la *République*. Dans l'allégorie de la caverne, le philosophe nous dépeint des hommes prisonniers, mais qui ne s'en rendent même pas compte, des esclaves trompés qui prennent le spectacle des ombres pour la réalité. Si on veut une démocratie réelle, il faut que le peuple puisse se défendre contre la propagande, la désinformation, les préjugés. Il faut donc armer les citoyens avec des outils d'autodéfense intellectuelle, qui leur permettent de faire le tri entre les informations. Il faut donc que les citoyens aient été formés à l'esprit critique et à l'argumentation.

Bien sûr tout cela est exigeant et toujours selon Rousseau «S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement.». En effet, les dieux sont par définition parfaits et dans une démocratie ils sauraient faire passer l'intérêt des autres avant le leur à l'inverse des hommes, qui sont par nature des êtres égoïstes dont on ne saurait attendre qu'ils soient prêts à sacrifier leurs intérêts particuliers au profit du collectif. Dans une société idéale, les citoyens devraient être solidaires pour ainsi espérer une démocratie parfaite avec une meilleure cohésion sociale, sans inégalités. La solidarité est l'un des fondements principaux d'une démocratie idéale, car elle est le rapport existant entre des personnes qui, ayant une communauté d'intérêts, sont liées les unes aux autres. De nos jours, on constate qu'il est difficile de partager la valeur de solidarité par le fait des inégalités. En effet, si nous étions dans une démocratie idéale les inégalités seraient inexistantes et il y aurait une égalité des chances pour tout le monde. Tous les individus disposeraient des « mêmes chances », des mêmes opportunités, il n'y aurait plus de privilèges, d'héritages et cela supposerait que le statut social ne dépendrait plus des caractéristiques ethniques, religieuses ou sociales des générations précédentes. L'égalité des chances reviendrait à ce que tous les individus aient le même droit d'accéder à n'importe quelle position sociale ou à n'importe quel bien, tout le monde garantirait au départ des mêmes chances. Dans une démocratie, cette égalité des chances pourrait se traduire par l'exemple d'égalité entre fille et garçon ou encore au fait que tout le monde puisse accéder à telle ou telle école supérieure. De plus, garantir l'égalité est tout aussi important pour l'accès à la culture. Chacun devrait pouvoir accéder et participer aux activités culturelles que ce soit l'art ou le sport, et cela permettrait aussi de vaincre la pauvreté et l'exclusion sociale, ce qui renforcerait le lien de solidarité entre les individus. Ensuite, dans une société démocratique, il serait nécessaire que l'inégalité entre les pauvres et les riches n'existe plus, les plus aisés aideraient les plus défavorisés, ce qui reviendrait à une redistribution des richesses. Ainsi, sans toutes ces inégalités, on éviterait le repli sur soi et cela permettrait aux individus de créer un vrai lien de partage et solidarité.

Certes, l'utopie peut sembler vaine, mais sans cela quel horizon aurions-nous pour améliorer la démocratie actuelle ? C'est donc en nous basant sur ce que devrait être la démocratie idéale que nous pouvons proposer quelques pistes d'action concrètes pour revivifier un régime précieux mais fragile.

III / Des moyens concrets pour redynamiser la démocratie

Nous vivons aujourd'hui une nouvelle révolution technologique, celle du numérique. On peut y voir une opportunité, que l'on nomme cyberdémocratie (ou e-démocratie). Elle consiste en l'utilisation d'Internet

pour développer la démocratie, en se servant des sites web et des réseaux sociaux pour faire circuler les informations, pour nourrir des débats voire pour engager des processus de décisions démocratiques. L'intérêt serait de passer d'une démocratie verticale (avec des représentants élus, des partis) à une démocratie plus horizontale où les citoyens ordinaires oeuvreraient directement à la gestion des affaires publiques. La cyberdémocratie aurait en plus l'avantage de plaire à la jeunesse, puisque les jeunes d'aujourd'hui sont nés en même temps que la révolution numérique. Elle pourrait donc augmenter la participation aux élections et favoriser la prise de conscience des enjeux. Bien sûr il ne faut pas être naïf et la prudence doit être de mise. Si l'on prend le cas du vote électronique, des points techniques doivent être réglés pour assurer l'anonymat du vote et la fiabilité des résultats. Mais il n'empêche que les outils numériques représentent une chance pour faire vivre la démocratie à l'échelle d'Etats immenses, avec des populations de plusieurs millions d'habitants, là où Athènes n'en comptait que quelques milliers.

Certains voient dans toutes ces nouvelles technologies une menace pour nos démocraties, et ils n'ont pas tort : pensons aux données personnelles collectées par des entreprises comme Google et Facebook sur les individus. Mais après tout une technique, en elle-même, n'est ni bonne ni mauvaise. Le couteau peut tuer dans les mains de l'assassin, mais soigner dans les mains du chirurgien. L'essentiel est donc d'œuvrer en amont pour préparer le plus grand nombre à faire un bon usage de ces outils. Voilà pourquoi nous proposons de mettre l'accent sur l'éducation aux médias. Pour faire en sorte que les enfants aient les outils nécessaires au plein exercice de leur citoyenneté une fois majeurs, des journalistes pourraient intervenir dans les écoles afin d'expliquer leur travail, pour permettre aux élèves de faire la différence entre une information fondée et une rumeur trompeuse. A l'heure où n'importe qui peut mettre en ligne sur internet un contenu de son choix, voire de sa production, il est essentiel d'apprendre aux jeunes à développer leur esprit critique, pour s'éloigner des préjugés qui viennent de la famille, du milieu social, des médias. Les enfants devraient être invités à critiquer et à analyser ce qu'ils voient ou entendent, aider aussi à différencier l'imaginaire de la réalité. C'est déjà l'objectif de l'école, et beaucoup de choses sont faites mais le succès des théories du complot montre à quel point cela doit être amélioré.

Enfin, nous avons vu dans le deuxième temps de notre réflexion qu'il ne pouvait pas y avoir de démocratie réelle sans solidarité. Pour initier une solidarité active et citoyenne dans la démocratie, le mieux serait de se situer à une échelle locale, car il est difficile de se sentir concerné par des problèmes qui ne nous touchent pas directement. La mise en œuvre de projets de proximité, à l'échelle d'une école par exemple, aurait pour but de mobiliser chacun et de prendre conscience des impacts de certaines décisions qui pouvaient pourtant paraître lointaines. Comme le dit Tocqueville, la délégation du pouvoir local à des associations ou à des comités de citoyens éviterait le désintérêt total pour les problèmes actuels de la société. Il est dur de se sentir concerné par les débats des parlementaires, mais si l'Etat veut faire passer une route au fond de votre jardin, là c'est une autre histoire. Dans la démocratie, il faudrait donc donner davantage aux citoyens une culture de la participation, car c'est en s'investissant dans des projets concrets et locaux qu'on pourra retisser des liens sociaux et se rappeler que nous sommes embarqués dans le même bateau. Or sur ce bateau démocratique, la gouvernance doit être partagée, et non monopolisée par certains.

Au final, nous avons pu constater, tout au long de cette réflexion, que la démocratie était un régime politique particulièrement exigeant, sans doute d'ailleurs parce qu'elle est plus que cela : elle engage des valeurs au premier rang desquelles se situent la liberté et l'égalité. Pour être à la hauteur de ces enjeux, il nous semble fondamental de mettre l'accent sur l'éducation donnée aux citoyens, car la démocratie ne peut pas vivre sans des citoyens éclairés et vigilants, conscients de leurs responsabilités.